

Le retour de Daudet, pourvoyeur de charniers; la nomination de Weygand au commandement suprême de l'armée...

C'est la menace fasciste qui s'accroît. Préparons-nous à riposter.

Le libertaire

Administration : N. FAUCIER
72, rue des Frères, Paris (20)
Circulation postale : N. FAUCIER 1165-55

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"
FRANCE : Un an... 12 fr. Six mois... 7 fr. Trois mois... 4 fr. 50
ÉTRANGER : Un an... 15 fr. Six mois... 9 fr. Trois mois... 5 fr. 50
Abonnement postal : N. FAUCIER 1165-55

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

C'EST LE NOUVEL AN

BONNE et HEUREUSE

S'il est un jour dans l'année où les sensibilités n'éprouvent que dégoût incoercible pour les représentants de l'espèce humaine, c'est bien le jour de l'an.

Il semble bien qu'il n'y ait que les animaux qui ignorent les joissances par lesquelles les hommes civilisés croient devoir célébrer le début de l'année. Partout, et toujours, le premier jour de l'année a été l'été de l'été.

Au jour l'an, disent les gaulois. La Révolution avait ses sans-culottes. Ainsi le jour de l'an est une coutume, qui a ses lettres de noblesse et qui risque fort de perdurer, tant qu'il y aura des hommes sur la terre.

Avant-hier donc c'était le Jour de l'An. Jour béni pour un observateur curieux de la psychologie de ses semblables.

Celui qui a été attentif aux épanchements affectueux, de la plupart des gens, qui se sont rencontrés l'autre jour à peu près à l'heure de l'hygiène humaine, dans sa profonde insondable et dans toute son affligeante laideur.

Jour de l'an ! Jour de benoîte hypocrisie. Jour de bassesses convenues et de cérémonieuses mensonges.

Jour ignoble où tous feignent, pour ceux que, la veille encore, ils eussent voulu crevant de misère, la plus sinistre des affections.

Ah ! il a fallu les voir se baisier à l'envi et se prodiguer les souhaits les plus chaleureux, les voisins à couteaux tirés, les frères qui s'abominent, les amis qui se jaloussent.

Quel dévergondage de simagrères ! Mettant une sourdine à leurs ressentiments, à leurs haines et à leurs inimitiés, ils se sont abordés les lèvres fleuries de la componctueuse ritournelle.

« Je vous la souhaite » bonne et heureuse ».

Et les autres, à l'unisson : « Et moi pareillement ».

On a trinqué, quelquefois aussi on a fait ripaille, puis on s'en est retourné l'âme aussi noire que devant, la poche à fiel tout aussi gonflée que la veille.

Ah ! si au lieu du baiser de circonstance on avait pu faire cracher les glandes à venin, si au lieu des félicitations de complaisance on avait pu maléfier l'habitation de celui que l'on est venu, jésuitiquement, congratuler. Pour sûr qu'on n'y aurait pas manqué.

Ah ! la fureur des embrassements du jour de l'an. Combien elle est édifiante ?

Le jour de l'an est vraiment la fête la plus malpropre, la plus odieuse qu'il soit possible d'imaginer. Aucune autre, ni le 14 juillet, ni même la Toussaint, dont pourtant il paraît quelque peu difficile de dépasser la turpide sordidité, ne l'atteignent en haine et en ignominie.

Il est absolument impossible de renchérir sur le spectacle écœurant que montrent les hommes, ivres de lâcheté et de malhaisance, jaloux de leurs larmes et de leurs piteuses, comme d'une aurole de gloire et de noblesse.

Ah ! si dans leurs souhaits ils voulaient bien se refusant aux masques et aux faux-nez de circonstance, montrer quelque franchise et quelque loyauté, nous les comprendrions mieux et nous les en aimerions davantage.

Si à ceux qu'ils haïssent ils n'allaient plus, sous prétexte que c'est la coutume, porter des vœux de bonne année pour qu'en retour cette platitude leur vaille quelque avantage.

Hélas ! nous avons l'air d'oublier qu'au jour de l'an tout le monde brandit son amonition.

Et tel qui maugré contre la sportule qu'il faut allouer à la congerie, en l'oyer des plus ou moins bons services qu'elle lui a rendus au cours de l'année défunte, ne trouve pas mauvais — s'il est égoïste, facile, etc. — d'aller larmoyer chez les fringants du voisinage pour se faire bailler quelque monnaie...

Partout la mendicité sévit.

Il se rencontre bien peu de gens assez hautains pour se refuser dédaigneusement aux vaines querimonies comme aux supplantes gémissements.

Et les braves gens font le tour des commerçants pour obtenir de la vaisselle — à moins que la munificence du boutiquier se borne à faire largesse à ses chaland d'un précaire calendrier.

Et les bistrots, en recevant-ils des visites inopinées.

Paul, qui est abstrait et qui en temps ordinaire dit pour rien au monde ne vouloir ingurgiter autre chose que de l'eau minérale, court, ce jour-là, les assommoirs parce qu'il a promis à son canif, à tel endroit, de donner un canif, à tel autre un porte-plume.

Il en est qui reviennent chez eux avec un véritable attirail moissonné de l'année.

En voilà, au moins, qui ne perdent pas leur temps. Le Premier de l'An est toujours pour eux matière à profits.

Et les gosses ! Il faut les voir par-tout certains quartiers, en véritable procession, allant, sur les conseils des parents, chez les uns et les autres leur-aucier la gaudre dans l'espoir innocent de leur soutirer quelques sous ou quelques suceries.

Triste tout cela, vraiment.

Si pourtant la sincérité pouvait se faire jour dans ce genre de manifestation, cela nous permettrait, au milieu de la soumission générale aux coutumes baroques, quelques imprudences qui ne seraient pas pour nous déplaire.

Nous préférons à l'attitude agouillée et véreusement de l'ouvrier, qui se confond en politesses dégradantes à l'égard d'un patron qui, en fin d'année, lui donne quelques centaines de francs pour le récompenser de ses « bons et loyaux services » la crâne rébellion de celui qui exigerait pleinement son dû, en n'acceptant pas les charités du nouvel an.

Nous n'en sommes pas encore là. Et les parangons, bonnes-mains et aumônes de toutes sortes, c'est si bon à accepter !

« Bonne et heureuse ». Vous ne vous attendez pas, certes, que nous vous la souhaitons, mais ils seraient superflus.

Des vœux. Mais ils seraient superflus.

Si nous en avons à faire, nous les faisons tous les jours.

Nous n'avons nul besoin de ce recensement solennel pour vous dire ce que nous attendons de vous.

Tous les jours nous vous l'avons dit. Et il est à présumer que nous vous le répéterons encore...

Mussolini à l'œuvre...

Le "complot" antifasciste

Les débats du procès Pavan ont mis en lumière les agissements de la police italienne en France.

Mussolini, cet ogre assoiffé de sang, n'est pas rassasié.

Malgré les innombrables victimes lombées sous les coups de ses janissaires, il entend continuer son infâme besogne.

« L'ordre règne en Italie » ; l'opposition au régime de boue et de sang est muselée. Le règne triomphe...

Aussi, c'est hors des frontières italiennes que le Duce entend traquer ceux de ses adversaires qui ont réussi à s'échapper de l'enfer fasciste.

A différentes reprises, dans des discours incendiaires, dans des articles de journaux venimeux, les plumitifs à gages transalpins ont menacé les antifascistes réfugiés à l'étranger. Et particulièrement ceux qui résident en France, terre d'émigration, prétendant, du terrorisme. Les maîtres italiens, envoyés un peu partout à travers le monde, pour dénoncer l'activité de leurs compatriotes rebelles au régime, multipliaient les intrigues afin de faire tomber dans un traquenard les malheureux réfugiés. Le « complot » qui présente ment défraye la chronique, est une affaire, n'en doutons pas, montée de longue main par la police politique italienne.

L'arrestation, à Bruxelles, de notre ami Berneri, pour la préparation d'un prétendu attentat — accusation reconnue fautive d'ailleurs, puisque ce dernier n'est maintenu en prison que pour une vaine affaire de faux passeport — marqua le début de la machination policière. Cette dernière semblait devoir faire long feu en Belgique.

Aussi s'est-on rabattu sur la France où une police complaisante est prête à favoriser la besogne des séides du Duce.

On a donc arrêté trois journalistes, qui, parait-il, occupaient en Italie, avant l'avènement du fascisme, une situation considérable. L'un, Alberto Turchioni, était un des leaders du parti conservateur. L'autre, Alberto Cianca, avocat de grand talent, habitait un palais à Rome ; il dirigea plusieurs grands quotidiens bourgeois. Enfin Giuseppe Sordelli était un socialiste modéré, partisan de la participation de son parti au pouvoir. Voilà donc les trois « dangereux » anarchistes » dont parlent avec effroi certains organes réactionnaires.

Pour peu que Léon Daudet, qui vient de bénéficier de la grâce gouvernementale, s'en mêle, les quelques grammes de cheddite dont on fait état, vont se transformer en milliers de tonnes d'explosifs, sans compter les grenades, les mitrailleuses, voire les canons...

Quant à l'humanité, on a vu, comme de coutume, son rôle odieux. Sur la foi de vagues rumeurs, elle n'hésita pas à lancer contre Berneri, militant estimé de tous l'impitoyable accusation de mouchard. Sa rectification tardive, ses explications embarrassées, montrent le crédit qu'on peut accorder à ce journal qui se vante... le seul défenseur des travailleurs.

De toutes ces histoires de complot il apparaît surtout ceci : que tous les émi-grés doivent se tenir sur leur garde et veiller plus que jamais à leurs fréquentations.

Une offensive de grande envergure est menée contre les adversaires du régime mussolinien.

C'est à tous les travailleurs qu'il appartient de dénoncer les agissements des provocateurs fascistes. C'est pour eux un devoir pressant de s'unir pour exiger le respect du Droit d'Asile.

LES "PACIFISTES" A L'ŒUVRE

"LE LIBERTAIRE" EN CORRECTIONNELLE

Notre camarade Delobel est condamné à un an de prison et mille francs d'amende pour une citation d'Einstein et une déclaration de l'A. I. T.

Le procès intenté à notre ami Delobel, à la suite de la parution dans notre numéro du 1^{er} août, des déclarations d'Einstein, est venu lundi dernier devant la XIII^e Chambre.

Après un très court interrogatoire, en vacances sans doute, notifié à Delobel les motifs qui sont causes qu'il comparait à nouveau devant les juges, notre ami fait avec une mâle assurance l'énergique déclaration suivante :

MESSIEURS

Voici brièvement exposés les faits qui me font comparaître aujourd'hui devant vous.

Au mois de juillet dernier, paraissait, dans les journaux américains, une déclaration de M. Einstein ainsi conçue :

« En cas de guerre, je refuserai tout service militaire direct ou indirect, et je m'efforcerai de persuader à mes amis d'en faire autant, sans tenir compte des droits ou des torts quant à l'origine du conflit. »

Le Libéraire, après de nombreux journaux français et étrangers, insérait cette déclaration.

Je vous ferai remarquer :

1^o Que cette citation n'a été accompagnée d'aucun commentaire.

2^o Que seul, dans toute la presse française, notre journal a été poursuivi.

Ce qui laisse supposer logiquement que dans le pays des Droits de l'Homme et du Citoyen, la justice ne semble pas être égale pour tous.

3^o Puisque vous jugez utile de me poursuivre en qualité de géant responsable de ce journal, laissez-moi vous dire qu'il y a quelques semaines, mon complice, M. Einstein, savant Allemand dont le nom est connu et respecté dans le monde entier, recevait dans la plus haute chaire de France, à la Sorbonne, l'hommage des personnalités politiques et scientifiques de ce pays.

La vérité m'oblige donc à reconnaître que non seulement M. Einstein (mon complice !) n'est pas considéré comme subversif par les hautes personnalités responsables des destinées de la République, mais encore est honoré et fêté par elles.

4^o Laissez-moi aussi constater, Messieurs, les contradictions entre les paroles de nos gouvernants et vos poursuites contre les adversaires de la guerre.

En effet, depuis dix ans, il n'y a pas d'années, pas de mois, pas de semaines sans que la presse vante et louange, à tous les échos, les paroles et les écrits de nos gouvernants sur la paix. C'est journalièrement que, dans la presse, on parle de conférence en faveur de la paix, de désarmement partiel ou total, et de mise hors la loi de la guerre...

Il y a 15 jours à peine, au Sénat, M. Briand, répondant à M. Millerand, lui disait que pour préparer la paix, il ne fallait pas préparer la guerre, comme le voulait la maxime barbare d'autrefois. Mais organiser la paix.

Au surplus (me plaçant volontairement sur un terrain qui n'est pas le mien) j'ai le devoir de signaler un événement nouveau, dont il me paraît impossible que le Tribunal ne tienne pas compte, depuis que des poursuites ont été engagées contre moi.

Je me permets de vous intervenir jeudi dernier à la Chambre.

Ce vote, qui n'est en définitive que le reflet de la réprobation populaire contre les atteintes à la liberté de la presse, constitue une indication que vous ne pouvez méconnaître...

Et bien ! Messieurs, si votre jugement devait être une condamnation, cela montrerait aux moins avisés la confiance que l'on doit désormais avoir aux paroles de nos gouvernants.

Votre condamnation démontrerait aux ouvriers la valeur qu'il faut accorder au prétendu pacifisme du Gouvernement.

Ce pacifisme-là, le pacifisme qui condamne à la prison les vrais adversaires de la guerre, nous le répudions.

Nous autres anarchistes, nous préférons celui d'Einstein : le pacifisme qui convie les opprimés et les victimes à s'opposer de toute leur force à la guerre.

C'est avec placidité que le Tribunal accueille ces énergiques paroles.

Ensuite, on appelle les témoins, nos amis Georges Pioch et Han Ryner qui viennent dire tout le ridicule des poursuites engagées contre le Libéraire.

Georges Pioch

Les poursuites intentées au Libéraire sont odieuses, et elles sont ridicules. Toute la presse a reproduit les paro-

les d'Einstein, un des plus grands d'entre les savants et — ce qui est plus rare — un savant en qui science et conscience sont égales, suivant le vœu de Rabelais.

Personnellement, je les ai reproduites dans un article dans la Volonté, et commentées dans l'esprit même d'Einstein, qui est le seul esprit vraiment pacifique et pacifiste.

Partout où je suis appelé à parler pour la paix, j'ai l'honneur d'invoquer cet illustre témoignage.

Je connais vingt écrivains et autant d'hommes de science qui sont prêts à signer ce que le grand Einstein a dit.

Les poursuites contre le Libéraire, on ne saurait trop le répéter, sont odieuses et ridicules. Une condamnation serait inique et injuste.

Où la pensée, et surtout dans son effusion la plus fraternelle, est libre, ou elle ne l'est point ?

Je voudrais croire qu'elle l'est. Sinon que les magistrats qui poursuivent aillent jusqu'au bout de leur logique : qu'ils poursuivent devant leurs éditeurs responsables, Renan, pour le Prêtre de Nemi, ou il est écrit beaucoup plus que n'en ont dit Einstein, Tolstoï, Anatole France, Voltaire, et bien d'autres, Erasme, Montaigne, Pascal... J'en passe, et des plus glorieux.

Que l'on poursuive ceux qui, vivants encore, peuvent répondre de leurs écrits ou de leurs discours...

Et, heureusement pour la Conscience humaine, ils sont déjà nombreux.

Georges Pioch termine en disant que si Delobel est condamné, il doit être arrêté, lui aussi, à l'issue de l'audience.

La déposition émouvante de Georges Pioch semble bien avoir altéré quelque peu la morgue du Tribunal. Mais rien ne saurait modifier leur point de vue. Jugant par ordre, ils monteront tout à l'heure qu'ils sont des laquais disciplinés...

C'est au tour d'

Han Ryner

qui avec son ironie habituelle, déclare aux juges qu'Einstein, en écrivant qu'il se refusait à servir dans toute guerre, quelle qu'elle fût, n'a rien inventé. Que les idées de paix ne sont pas nouvelles. Ainsi, dans le numéro du Libéraire poursuivi, on pourrait trouver dans le florilège des déclarations parues en première page, nombre de citations, d'écrivains ou de savants, qui sont aussi poursuivables que les déclarations d'Einstein. De Senèque, en particulier, on pourrait faire toute une anthologie de ses paroles contre la guerre.

Han Ryner rappelle aux juges qu'ils ont tous épelé, lors de leurs classes de latin, une phrase de Senèque, disant que l'homme est une chose sacrée pour l'homme, et qu'il ne faut pas lui enseigner à blesser ses semblables.

Han Ryner termine en disant tout le grotesque des poursuites contre le Libéraire.

La plaidoirie de M^e Suzanne Lévy et le réquisitoire du jésuite Cassagnau

La parole passe ensuite à M^e Suzanne Lévy. Elle fait une plaidoirie sobre et documentée, démontrant l'innocence des poursuites du strict point de vue juridique.

Le substitut Cassagnau, qui jusque-là n'a pas cillé, prend la parole pour requérir contre Delobel. C'est le réquisitoire classique. Honneur. Patrie. Drapeau. Et avec mauvaise foi, il essaie de faire une distinction entre la pensée d'Einstein et les intentions des rédacteurs du Libéraire. Il s'élève avec violence contre les idées infâmes de ceux qui veulent, au jour de la mobilisation, faire la grève générale révolutionnaire.

Cassagnau a l'audace, comparant l'attitude de Delobel à celle d'un communiste passé quelques minutes avant, d'incriminer le prétendu manque de franchise de Delobel. Du reste, M^e Suzanne Lévy le remet promptement à sa place.

Après quoi, le Tribunal prononce sa sentence. Delobel est condamné à un an de prison et à 2.000 francs d'amende.

Une fois le plus, les juges ont montré leur parfaite soumission aux ordres gouvernementaux.

Tardieu entend prouver qu'il est le maître. Ses ordres sont formels. Il faut remplir les prisons, coûte que coûte. Aussi les machines à condamner fonctionnent sans répit...

CONCLUSIONS DUN DÉBAT

TARDIEU TRIOMPHE

Le long débat qui s'est poursuivi à la Chambre pendant plusieurs séances, à l'occasion du budget des affaires étrangères, a permis au ministre Tardieu de définir sa ligne politique extérieure. Il a, en outre prouvé, malgré une opposition apparente, le plein accord de la bourgeoisie française et du gouvernement actuel.

Tardieu, dans un long discours, a situé la position de son cabinet au sujet des affaires étrangères : politique de conciliation. Hormis le maintien intangible de la part de l'annuité inconditionnelle et celui des capacités de mobilisation — ceci pour permettre à la formule du plan Young de prendre sa valeur — qui semblent les deux principes essentiels de l'action des dirigeants français à La Haye, ceux-ci paraissent disposés à faire montre de l'esprit le plus « européen ».

Nullement par grandeur d'âme d'ailleurs, ni à cause de quelque autre mobile d'ordre sentimental. Mais, pour avoir senti, par suite de la situation embrouillée d'après-guerre, combien son avenir était compromis, notre capitalisme national a été progressivement amené à orienter sa tactique dans ce sens. L'intransigeance qui s'est révélée sans résultats pratiques, n'est plus de mise. Grâce à sa grande souplesse — souplesse qui fait souvent sa supériorité sur l'élément même organisé du prolétariat — la bourgeoisie a donc pu en temps voulu, modifier ses méthodes, selon les nécessités des événements contemporains. C'est guidée par cette faculté d'adaptation toujours en éveil, que depuis le traité de Versailles, elle s'est engagée dans le chemin de Locarno. D'aucuns voient, en cette bifurcation, poindre l'aurore d'une ère nouvelle : l'ère du pacifisme. Appelons-la de même sans nous illusionner sur le sens du mot, et en y voyant simplement une réadaptation du régime, contre laquelle il convient de diriger nos armes.

Il faut faire l'expérience de la politique de réconciliation et de rapprochement sous peine de se voir condamner à un isolement qu'aucune puissance, si forte et riche qu'elle soit, ne peut plus se permettre dans le monde où l'interdépendance des intérêts vitaux commande toute l'autorité des peuples, écrivait-il y a quelques jours, un grand organe capitaliste du soir. Et cette appréciation donne parfaitement le ton de la politique imposée par des intérêts primordiaux, à la bourgeoisie et partant, au gouvernement français.

Aussi, Tardieu qui, s'il est dénué de scrupules, ne manque pas, par contre, d'intelligence, a-t-il été le premier à ressentir la nécessité de se rallier à la politique de Briand. Ce dernier peut riposter, face aux attaques de ses adversaires à la Chambre : « J'attends toujours qu'on m'apporte un plan de politique extérieure autre que le mien ». Car il sait bien que la classe dominante française n'a pas d'autre moyen de transiger avec les autres puissances, dans l'impasse où elle se trouve. On peut même dire que l'homme de Locarno aura bien mérité de sa patrie capitaliste, et, par son opportunisme, lui aura évité de rudes déboires.

Tardieu, qui avait combattu jadis cette politique, s'en déclare solidaire aujourd'hui, porté à la tête du gouvernement, sa mission est de défendre les intérêts des quelques consortiums qui sont les vrais maîtres des destinées du pays. Tous ceux qui ont intérêt à ce que le régime actuel dure, seront également amis d'ailleurs, un jour à l'autre, à adopter la politique Briand.

Pourtant, objectera-t-on, une forte opposition s'est manifestée au Parlement.

Il y a eu, en effet, quelques nationalistes farouches que hantent le fantôme du « boche » et qui entendaient prouver que l'Allemagne préparait l'invasion de la France par la Rhénanie. On a entendu M. Franklin-Bouillon, regretant qu'il soit trop tard pour discuter le plan Young, demander qu'au moins, on lui adjoint des clauses de garanties — continuation d'occupation en cas de non exécution, et destruction des travaux pouvant servir à la concentration des troupes en Rhénanie, par exemple.

On a même vu Reibel tenter un coup de théâtre en évoquant l'ombre prophétique de Foch au moyen de révélation sensationnelles : à savoir la lecture d'une note remise en novembre 1926, au lendemain de Thoiry, au Président de la République et au Président du Conseil Poincaré. Ce document, qui s'étendait sur les risques que connaîtrait le pays en cas d'évacuation hâtive et sans garanties, ne manqua pas de provoquer un incident voisin du scandale dans l'assemblée.

Briand qualifia d'« abominable » le fait que la défunte ganache, chef du contrôle militaire interallié, pût avoir rédigé un rapport de cette importance sans en donner connaissance au Ministre des Affaires étrangères, son chef. Tardieu, moins pointilleux, et sans doute aussi, fidèle à ses principes de bonne humeur, trouva le procédé très naturel. Que le maréchal ait pu formuler de son temps une telle appréciation, c'est bien possible, mais très possible aussi qu'il ait changé depuis d'opinion. Car l'illustre baderne a fait bien d'autres déclarations depuis l'armistice et qui n'étaient pas, paraît-il, à une contradiction près.

Ainsi l'intervention Reibel se clôturait sans remporter le succès que son auteur en attendait. Même parmi le public, l'affaire fit peu de bruit.

Chaque fois que les dessous de la politique sont rendus officiels, il faut que le scandale soit bien grand pour émouvoir l'opinion habituée à ce que les dirigeants ne portent à sa connaissance ce qu'ils veulent bien. Hier l'affaire Raynaud-Reichel, aujourd'hui le document Foch. Populo aurait tort de s'émouvoir, le fait est si fréquent...

Mais revenons aux oppositions rencon-

trées à la Chambre par le Ministère Tardieu.

Une petite fraction de la droite a donc fait assaut de superpatriotisme. Ces opposants avaient leur logique; ils disaient : Nous sommes vainqueurs, donc, pas de concessions. Seulement leur raisonnement a le tort d'être un peu trop simpliste. Tardieu lui-même s'est efforcé de le leur faire comprendre. Inutile d'arguer du passé. En 1870, il n'y avait qu'un vainqueur. En 1919, il y en avait six. « D'une guerre comme celle-là, il est bien difficile de sortir grossièrement enrichi ». L'argument prend une valeur toute particulière, venant de l'individu compétent en affaires, illustré par la N'Goko-Shanga il aurait dû vaincre la résistance de Marin et consorts...

Une autre opposition existait : celle des gauches. Oh ! celle-là, bien embarrassée. La politique Tardieu étant la politique Briand — le président du Conseil l'a dit : « Nous sommes un gouvernement solidaire » —, politique d'évacuation de la Rhénanie en accord avec le plan Young, c'était également celle des socialistes.

Mais ceux-ci ne peuvent pardonner à Tardieu de leur avoir volé une partie de leur programme, et puis ils ont sans doute peur de se déconsidérer (!) en votant avec l'Union Nationale. Aussi ont-ils préféré s'abstenir. Pensent-ils sauvegarder les apparences au moyen de cette ruse coureuse de fil blanc ?

L'abstention est un moyen commode de ménager à la fois et ses intérêts et ses électeurs ; le parti radical-socialiste en a usé lui aussi mais avec plus de franchise, quand, par la bouche d'Hervier, il a déclaré ne pas prendre part au vote uniquement « pour ne pas infliger à ses collègues de droite un voisinage qui pût être pour eux désolant ».

N'est-ce pas délicieux ?

En fin de compte, c'est une opposition fictive que le gouvernement Tardieu a trouvée en face de lui et il n'a pas eu de peine à remporter la victoire par 343 voix contre 17, grâce aux 235 abstentionnistes. La comédie des jeux de la politique, donnée au cours des débats parlementaires, et qui consistait, à droite comme à gauche, à maintenir la légende d'une opposition Briand-Tardieu (légende dénoncée par les intéressés eux-mêmes) n'était qu'un subterfuge grâce auquel les uns et les autres croyaient pouvoir soutenir le gouvernement dans l'un de ses membres tout en ne désavouant pas ses principes.

Mais le plus malin a été Tardieu. Depuis deux mois qu'il est au pouvoir, il a su paralyser toute opposition sérieuse. Il sort victorieux des débats de la semaine dernière. Dans huit jours nous le verrons à l'œuvre à La Haye. Qui sait si le capitalisme français n'aura pas trouvé en lui, non seulement son meilleur représentant par la corruption, mais aussi son plus habile instrument de consolidation ?

Plus que jamais la classe ouvrière doit se tenir sur ses gardes et ne pas manquer une occasion de manifester de son côté ses possibilités de lutte.

LUCILE PELLETIER.

Solidarité pour Odéon

De nombreux amis m'ont écrit et m'ont manifesté leur désir de voir s'ouvrir une souscription pour Odéon. Une souscription qui permettrait d'améliorer le régime alimentaire du prisonnier et de pourvoir aux besoins de son enfant, durant le temps de sa détention.

Nous avisons les camarades que, pour satisfaire à ce double but, nous enverrons à une certaine adresse eux des listes de souscription. Nous espérons que les uns et les autres voudront y faire bon accueil.

On est prié d'adresser les fonds à : Marcel Pelletier, 4, passage Maslier, Paris (19^e). Que déjà ceux qui le veulent envoient isolément leur solidaire obole à cette adresse. Merci à tous. — Louis Lecoq.

Nos amis Ghislain et Delobel en appel

C'est lundi prochain 6 janvier que Delobel et Ghislain passeront devant la Chambre des appels correctionnels. On sait que nos amis ont été condamnés chacun à 13 mois de prison, pour provocation au meurtre, à propos de l'article de René Ghislain, « Pas de pitié pour les bourgeois », paru dans le « Libéraire » en avril dernier.

Cercle d'Etudes et de Documentation

2° Partie : OBJECTIONS⁽¹⁾

Voir le *Libertaire* des 23, 30 novembre et 7, 21 et 28 décembre 1929.

TOUJOURS LA VERITE
LES SOVIETS 1929
Prix : 12 francs, franco : 13 fr 25
En vente à la Librairie d'Éditions Socia-

...une année donc les copains. Et surtout
...et de confiance dans le bien fondé de nos
...Et faisons en sorte que l'année 1930 soit
...le mouvement communiste libertaire le
...d'un renouveau de propagande et de

enir pour ce premier travail leur souscrip-
au camarade N. Faucier (1) qui est chargé
centraliser les fonds.
ous tiendrons nos lecteurs au courant des
aux du Comité et leur demandons de s'unir
dans la campagne salutaire qu'il entre-
d.

Le soir du 26 le restaurant Véry comme une merde d'où un nou-
mot vérification.
las, quelques semaines après, la tête
nquée et mis à mort par le bourreau,
chol avait cessé de perturber la di-
on des satisfaits.
mons cette glorieuse parenthèse et

...pains sous les pains du drapau. Mais pour à celui qui atteint de « déformation professionnelle » prolongera dans la vie, ce qu'il a appris sous l'uniforme. On connaît toutes les rigueurs du code, l'air, le bain, parfois la mort. Pour les uns, les honneurs, la gloire, la

